



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.084/2
du 8 avril 2020

advies 67.084/2
van 8 april 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'sur la
Caisse des Dépôts et
Consignations, notamment sur
les consignations en devises'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'op de Deposito- en
Consignatiekas, inzonderheid
op de consignaties in valuta's'

Le 10 mars 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, et Ministre de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 avril 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 avril 2020.

*

Op 10 maart 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude en Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta's'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 7 april 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 april 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet à l'examen fait suite à l'avis de la section de législation n° 66.738/2 donné le 16 décembre 2019 sur un projet ayant le même objet¹, dans lequel la section de législation avait fait remarquer ce qui suit :

« Le projet à l'examen comporte de nombreuses délégations à la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi, la Caisse des Dépôts et Consignations est chargée de :

- définir sur son site web les catégories de consignation possibles (article 2) ;
- donner les indications d'utilisation de l'application électronique (article 3) ;
- déterminer les données pertinentes et les pièces à communiquer par le consignateur au moment de consigner (article 4) ;
- déterminer les pièces nécessaires pour la libération de la consignation (article 5).

Or c'est au Roi qu'il revient de régler Lui-même les éléments essentiels des habilitations qu'il a reçues du législateur par l'effet des dispositions visées à l'alinéa 1^{er} du préambule. À défaut de régler Lui-même ces éléments essentiels, il conviendra alors qu'Il délègue la compétence d'arrêter d'éventuels éléments plus accessoires ou de l'ordre du détail au ministre qui a la Caisse des dépôts et consignations dans ses attributions, et non directement à la Caisse. En effet, déléguer cette compétence à la Caisse aboutit à permettre à celle-ci d'adopter des normes ayant un caractère réglementaire en s'affranchissant des garanties prévues par les lois en vigueur en vue d'encadrer le pouvoir réglementaire du Roi (et des ministres lorsqu'ils agissent sur délégation), comme par exemple la consultation de la section de législation du Conseil d'État ou l'accomplissement de formalités préalables obligatoires applicables au sein du pouvoir exécutif (contrôle administratif et budgétaire, etc.). S'il arrive que des organismes publics soient très exceptionnellement habilités à adopter des normes réglementaires par dépassement des principes constitutionnels qui centralisent le pouvoir réglementaire du pouvoir exécutif dans les mains du Roi (et, plus accessoirement, de ses ministres), cette pratique est généralement justifiée par la considération qu'il y va alors de normes d'une nature très technique qui n'impliquent pas de pouvoir d'appréciation en opportunité, la technicité de ces règles justifiant alors qu'il soit toléré que les autorités publiques plus particulièrement chargées de les appliquer les élaborent directement, sous la réserve d'une

¹ Avis n° 66.738/2 donné le 16 décembre 2019 sur un projet d'arrêté royal 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations, notamment sur les consignations en devises'.

approbation royale ou ministérielle permettant au pouvoir exécutif d'en assumer la responsabilité politique². De telles circonstances ne sont pas présentes en l'espèce.

Compte tenu du caractère fondamental de cette observation, le projet ne sera pas examiné plus avant ».

À la suite de cet avis, les délégations à la Caisse des Dépôts et Consignations ont été remplacées par des délégations au ministre des Finances dans le projet à l'examen.

Il convient toutefois d'insister sur le fait que, comme souligné par la section de législation dans son précédent avis, les délégations au ministre ne peuvent concerner que des éléments plus accessoires ou de l'ordre du détail.

À cet égard, il apparaît en l'espèce qu'à tout le moins, la détermination des catégories de biens consignables (article 2 du projet) ne constitue pas un élément d'ordre accessoire ou de détail, de telle sorte qu'il appartient au Roi lui-même d'en fixer les éléments essentiels.

Il en va de même, à l'article 6 du projet, pour la détermination du taux d'intérêt applicable aux consignations effectuées à la Caisse des dépôts et consignations.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Contrairement à ce qui est indiqué à l'alinéa 1^{er}, le projet n'exécute pas l'article 16 de la loi du 11 juillet 2018 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations'.

L'article 16 de la loi du 11 juillet 2018 charge le Roi de « déterminer les règles applicables pour le montant, le calcul, l'imputation et la perception des frais de dossier, ainsi que les modalités de la réalisation des biens consignés ». Comme explicité dans les travaux préparatoires de la loi précitée,

« [j]usqu'à présent, la Caisse des Dépôts et Consignations conservait la plupart des biens consignés sans frais à charge du consignataire ou des ayants droit des biens consignés. La conservation des titres et des devises par des institutions externes entraîne néanmoins des frais considérables. Il convient de ne pas répercuter ces frais sur le contribuable, mais de les imputer directement à la personne en faveur de qui ces frais ont été faits.

Le Roi est habilité à déterminer ces frais en tenant compte des frais réellement encourus pour chaque dossier individuellement »³.

² Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : En ce sens, l'avis n° 39.675/4/AG donné le 4 avril 2006 sur un avant-projet de loi 'relatif à la fixation des procédures de vol', observation n° 51 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/39675.pdf>).

³ Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 3100/1, p. 13.

Il appartient donc au Roi d'exécuter cette disposition pour que la Caisse des Dépôts et Consignations puisse ensuite décider de facturer ou non des frais de dossier au consignateur. Conformément aux termes de l'article 16 de la loi du 11 juillet 2018, la faculté se trouve en effet dans le chef de la Caisse (« peut facturer ») et non dans le chef du Roi (« détermine »), faculté qui devra être mise en œuvre dans le respect du principe d'égalité.

2. Contrairement à ce qui est indiqué à l'alinéa 1^{er}, le projet n'exécute pas l'article 31 de la loi du 11 juillet 2018.

La référence à cette disposition sera par conséquent omise.

3. Dès lors qu'il est abrogé par le projet, il convient de viser au préambule l'arrêté ministériel du 27 mars 1935 'portant exécution de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935, coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations' ⁴.

4. À l'alinéa 5, il convient de préciser la date à laquelle l'étude d'impact a été réalisée. Il faut toutefois noter que l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' n'impose la réalisation d'une telle étude d'impact que pour les projets dont une disposition légale ou réglementaire soumet l'adoption à l'intervention du Conseil des ministres, ce qui n'est pas le cas du projet à l'examen. S'agissant d'une formalité facultative, la réalisation de l'étude d'impact peut être mentionnée sous la forme d'un considérant ⁵.

DISPOSITIF

Article 3

1. L'article 6 de la loi du 11 juillet 2018 charge le Roi de déterminer « les modalités d'accès [à l']application électronique, de son fonctionnement et de son usage ».

Il appartient au Roi de procurer une exécution complète à cet article.

L'article 3 sera complété en ce sens.

2. L'article 3, alinéa 1^{er}, envisage le « transfert de données à la Caisse des Dépôts et Consignations ».

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

⁵ *Ibidem*, recommandations n^{os} 33 à 35.

Interrogée sur la portée de cet alinéa, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Artikel 3, eerste alinea heeft betrekking op de overdracht van de gegevens, in de elektronische toepassing van de Deposito- en Consignatiekas voor het ontvangen, beheren en teruggeven van consignaties, toegankelijk via www.myminf.be.

Hoofdstuk 4. Werking en digitalisering van de relatie tussen de Deposito- en Consignatiekas en de burgers en rechtspersonen van de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas voorziet de terbeschikkingstelling van een elektronische toepassing voor de gebruikers van de Deposito- en Consignatiekas. Het gebruik van deze toepassing en dus de over te dragen te gegevens en wijze van overdracht dienen nog verder bepaald te worden door de Koning.

De basisbeginselen van deze overdracht zijn reeds bepaald in diezelfde wet. Zo gebeurt de identificatie van de betrokken partijen op basis van het Rijksregisternummer of KBO-nummer (art.11) en wordt een handtekening met de elektronische identiteitskaart (e-ID) gelijkgesteld met een handgeschreven handtekening (art 7) en leidt de uitwisseling van informatie met de Depositokas tot de ontvangst van een elektronische ontvangstbevestiging. (art 8). Voor het overige spreekt het voor zich dat de door de toepasselijke wettelijke of reglementaire verplichtingen inzake een de specifieke consignatie naar inhoud toe, onverminderd van toepassing blijven. De uitwisseling van gegevens op papieren drager kan vervangen worden door een elektronische uitvoering met dezelfde rechtsgevolgen ».

L'article 3 sera par conséquent complété afin d'identifier plus clairement le transfert visé.

3. Pour les personnes qui ne sont pas obligées d'utiliser l'application électronique car elles ne disposent pas des moyens informatiques nécessaires conformément à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 11 juillet 2018, l'article 3, alinéa 2, prévoit que celles-ci « utilisent les formulaires mis à disposition sur le site web de la Caisse des Dépôts et Consignations ».

Il convient toutefois de s'assurer que ces personnes, ne disposant justement pas des moyens informatiques nécessaires, pourront avoir accès au site web de la Caisse des Dépôts et Consignations pour télécharger les formulaires mis à disposition.

Article 4

L'article 4, alinéa 2, doit être complété pour se conformer à l'article 10 de la loi du 11 juillet 2018. Afin d'éviter toute discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, il convient en effet de compléter l'alinéa 2 par les mots « et, pour les étrangers, leurs numéros d'identification officielle équivalents ».

Article 6

L'article 6 entend exécuter l'article 20, alinéa 8, de la loi du 11 juillet 2018 en habilitant le ministre des Finances à fixer le taux d'intérêt pour les consignations à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale.

Cela étant, l'article 20, alinéa 8, de la loi du 11 juillet 2018 habilite également le Roi à déterminer les modalités de calcul, d'imputation et de versement de ces intérêts.

L'article 6 en projet sera complété pour procurer une exécution complète à cet article ou pour habilitier le ministre des Finances à cet effet.

Article 9

Il est rappelé qu'en vertu d'un principe général de droit, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

L'auteur du texte doit s'assurer que la justification de la rétroactivité entre dans l'une des hypothèses mentionnées ci-avant.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp sluit aan bij advies 66.738/2, op 16 december 2019 uitgebracht door de afdeling Wetgeving over een ontwerp over hetzelfde onderwerp¹, waarin de afdeling Wetgeving het volgende had opgemerkt:

“Het voorliggende ontwerp bevat tal van delegaties aan de Deposito- en Consignatiekas. Zo wordt de Deposito- en Consignatiekas ermee belast:

- op haar website te omschrijven welke categorieën van consignatie mogelijk zijn (artikel 2);
- aanwijzingen te geven omtrent het gebruik van de elektronische toepassing (artikel 3);
- te bepalen welke relevante gegevens en welke stukken de consignatiegever op het ogenblik van de consignatie moet meedelen (artikel 4);
- te bepalen welke stukken noodzakelijk zijn voor de vrijgave van de consignatie (artikel 5).

Het staat echter aan de Koning om zelf de belangrijkste aspecten te regelen van de machtigingen die de wetgever Hem verleend heeft op grond van de bepalingen waarnaar in het eerste lid van de aanhef verwezen wordt. Indien Hij die belangrijkste aspecten niet zelf regelt, moet Hij de bevoegdheid om eventuele meer bijkomstige aspecten of detailkwesties vast te stellen dan ook niet rechtstreeks aan de Deposito- en Consignatiekas delegeren maar aan de minister tot wiens bevoegdheid de Kas behoort. Door die bevoegdheid aan de Kas te delegeren wordt deze laatste immers de mogelijkheid geboden om verordenende rechtsregels vast te stellen, waarbij ze zich onttrekt aan de waarborgen waarin de geldende wetten voorzien om de verordeningsbevoegdheid van de Koning (en van de ministers wanneer ze bij delegatie handelen) af te bakenen, zoals bijvoorbeeld het raadplegen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State of het vervullen van verplichte voorafgaande vormvereisten geldend binnen de uitvoerende macht (administratieve en begrotingscontrole, enz.). Als het gebeurt dat openbare instellingen bij hoge uitzondering gemachtigd worden om verordeningen vast te stellen, met voorbijgaan van de grondwettelijke beginselen die de verordeningsbevoegdheid van de uitvoerende macht centraliseren in handen van de Koning (en in mindere mate in handen van zijn ministers), wordt die handelwijze doorgaans verantwoord door de overweging dat het in dat geval gaat om rechtsregels van zeer technische aard die geen beleidskeuze impliceren, aangezien het dan door het technische karakter van die regels gerechtvaardigd is om te

¹ Advies 66.738/2, dat op 16 december 2019 gegeven is over een ontwerp van koninklijk besluit ‘op de Deposito- en Consignatiekas, inzonderheid op de consignaties in valuta’s’.

gedogen dat die regels meteen uitgewerkt worden door de overheidsinstanties die meer bepaald met de toepassing ervan belast zijn, onder voorbehoud van koninklijke of ministeriële goedkeuring op grond waarvan de uitvoerende macht de politieke verantwoordelijkheid ervoor kan opnemen. Dergelijke omstandigheden doen zich *in casu* niet voor.

Gelet op de fundamentele aard van die opmerking zal het ontwerp niet nader onderzocht worden.”

Ten gevolge van dat advies zijn de delegaties aan de Deposito- en Consignatiekas in het voorliggende ontwerp vervangen door delegaties aan de minister van Financiën.

Zoals door de afdeling Wetgeving in haar vorige advies opgemerkt is, dient evenwel benadrukt te worden dat de delegaties aan de minister enkel betrekking kunnen hebben op bijkomstige aspecten of detailkwesties.

In dat opzicht blijkt *in casu* dat op zijn minst de bepaling van de categorieën van consigneerbare goederen (artikel 2 van het ontwerp) geen bijkomstig aspect of detailkwestie vormt, zodat het aan de Koning zelf staat om te bepalen wat de belangrijkste aspecten ervan zijn.

Dat geldt in artikel 6 van het ontwerp ook voor de bepaling van de interestvoet die van toepassing is voor consignaties bij de Deposito- en Consignatiekas.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In tegenstelling tot wat in het eerste lid vermeld wordt, geeft het ontwerp geen uitvoering aan artikel 16 van de wet van 11 juli 2018 ‘op de Deposito- en Consignatiekas’.

Bij artikel 16 van de wet van 11 juli 2018 wordt de Koning ermee belast “de regels [te bepalen] over het bedrag, de berekening, de aanrekening en de inning van deze kosten, alsook de wijze waarop geconsigneerde goederen te gelde gemaakt worden”. In de parlementaire voorbereiding van de voornoemde wet wordt dat als volgt toegelicht:

“Tot nu toe bewaarde de Deposito- en Consignatiekas de meeste geconsigneerde goederen kosteloos voor de consignatiegever of de rechthebbenden van de geconsigneerde goederen. De bewaring van effecten en deviezen door externe instellingen brengt nochtans aanzienlijke kosten met zich mee. Het past deze kosten niet af te wentelen op de belastingbetaler, maar rechtstreeks aan te rekenen aan de persoon in wiens voordeel deze kosten gemaakt zijn.

De Koning zal deze kosten vaststellen rekening houdend met de werkelijk, voor ieder dossier afzonderlijk, gemaakte kosten.”

Het staat dus aan de Koning om uitvoering te geven aan die bepaling zodat de Deposito- en Consignatiekas vervolgens kan beslissen al dan niet dossierkosten aan te rekenen aan de consignatiegever. Overeenkomstig de bewoordingen van artikel 16 van de wet van 11 juli 2018 berust de mogelijkheid bij de Kas (“kan (...) aanrekenen”) en niet bij de Koning

(“bepaalt”), een mogelijkheid waarvan gebruikgemaakt zal moeten worden met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel.

2. In tegenstelling tot wat in het eerste lid vermeldt wordt, geeft het ontwerp geen uitvoering aan artikel 31 van de wet van 11 juli 2018.

De verwijzing naar die bepaling moet bijgevolg weggelaten worden.

3. In de aanhef dient verwezen te worden naar het ministerieel besluit van 2 maart 1935 ‘[tot] uitvoering van het koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935, tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas’, aangezien het bij het ontwerp opgeheven wordt.

4. In het vijfde lid dient gepreciseerd te worden op welke datum de impactanalyse uitgevoerd is. Er dient evenwel opgemerkt te worden dat krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ een dergelijke impactanalyse enkel uitgevoerd moet worden voor de ontwerpen die volgens een wettelijke of reglementaire bepaling slechts vastgesteld kunnen worden nadat daarover overleg gepleegd is in de Ministerraad, wat niet het geval is met het voorliggende ontwerp. Aangezien het om een facultatief vormvereiste gaat, kan de uitvoering van de impactanalyse in de vorm van een overweging vermeld worden.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Bij artikel 6 van de wet van 11 juli 2018 wordt de Koning ermee belast “de wijze van toegang tot, de werking en het gebruik van [de] elektronische toepassing [te bepalen]”.

Het staat aan de Koning om volledige uitvoering te geven aan dat artikel.

Artikel 3 moet in die zin aangevuld worden.

2. In artikel 3, eerste lid, is er sprake van “de overdracht van gegevens aan de Deposito- en Consignatiekas”.

Op de vraag wat de strekking is van dat lid, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Artikel 3, eerste alinea heeft betrekking op de overdracht van de gegevens, in de elektronische toepassing van de Deposito- en Consignatiekas voor het ontvangen, beheren en teruggeven van consignaties, toegankelijk via www.myminfin.be.

Hoofdstuk 4. Werking en digitalisering van de relatie tussen de Deposito- en Consignatiekas en de burgers en rechtspersonen van de wet van 11 juli 2018 op de Deposito- en Consignatiekas voorziet de terbeschikkingstelling van een elektronische

toepassing voor de gebruikers van de Deposito- en Consignatiekas. Het gebruik van deze toepassing en dus de over te dragen te (*sic*) gegevens en wijze van overdracht dienen nog verder bepaald te worden door de Koning.

De basisbeginselen van deze overdracht zijn reeds bepaald in diezelfde wet. Zo gebeurt de identificatie van de betrokken partijen op basis van het Rijksregisternummer of KBO-nummer (art.11) en wordt een handtekening met de elektronische identiteitskaart (e-ID) gelijkgesteld met een handgeschreven handtekening (art.7) en leidt de uitwisseling van informatie met de Depositokas tot de ontvangst van een elektronische ontvangstbevestiging. (art.8). Voor het overige spreekt het voor zich dat de door (*sic*) de toepasselijke wettelijke of reglementaire verplichtingen inzake een (*sic*) de specifieke consignatie naar inhoud toe, onverminderd van toepassing blijven. De uitwisseling van gegevens op papieren drager kan vervangen worden door een elektronische uitvoering met dezelfde rechtsgevolgen.”

Artikel 3 moet bijgevolg aldus aangevuld worden dat daarin duidelijker naar voren komt welke overdracht bedoeld wordt.

3. Wat betreft de personen die niet verplicht zijn de elektronische toepassing te gebruiken omdat ze niet beschikken over de geïnfomatiseerde middelen die overeenkomstig artikel 7, § 1, tweede lid, van de wet van 11 juli 2018 vereist zijn, bepaalt artikel 3, tweede lid, dat die personen “de formulieren gebruiken die de Deposito- en Consignatiekas ter beschikking stelt op haar webstek”.

Men dient zich er evenwel van te vergewissen dat die personen, net omdat ze niet over de nodige geïnfomatiseerde middelen beschikken, toegang zullen kunnen hebben tot de webstek van de Deposito- en Consignatiekas om de ter beschikking gestelde formulieren te downloaden.

Artikel 4

Artikel 4, tweede lid, moet aangevuld worden teneinde in overeenstemming te zijn met artikel 10 van de wet van 11 juli 2018. Om elke discriminatie te voorkomen die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, dient het tweede lid immers aangevuld te worden met de woorden “en, voor buitenlanders, hun equivalente officiële identificatienummers”.

Artikel 6

Artikel 6 strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 20, achtste lid, van de wet van 11 juli 2018 door de minister van Financiën ertoe te machtigen de interestvoet te bepalen voor de consignaties bij de Deposito- en Consignatiekas.

Wat dat betreft, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Los daarvan wordt ook de Koning bij artikel 20, achtste lid, van de wet van 11 juli 2018 gemachtigd om de nadere regels te bepalen voor de berekening, de aanrekening en de storting van deze interessen.

Het ontworpen artikel 6 moet aangevuld worden om volledige uitvoering te geven aan dat artikel of om de minister van Financiën daartoe te machtigen.

Artikel 9

Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van de tekst dient zich ervan te vergewissen dat de rechtvaardiging van de terugwerkende kracht in een van de hierboven vermelde gevallen in te passen valt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT